

Chapitre 12: Le revenu de base universel

Dans le plan de paix proposé au chapitre précédent, des défis vont se manifester lors de son déroulement. Il convient de les anticiper et je vais en évoquer quelques uns pour que des réflexions et des expérimentations soient menées sans attendre que les problèmes s'imposent à nous. Le plus gros problème est la manière dont nous organisons nos échanges: la monnaie. Notre système actuel basé sur le crédit avec intérêt est par construction injuste et instable. Je vous invite à relire le chapitre sur le prêt à intérêt si vous ne comprenez pas cette affirmation. Il faut avoir conscience que ce système en essence instable est maintenu en stabilité par de l'injustice: la pénurie de monnaie est compensée par du travail gratuit ou sous évalué et de l'expropriation, de l'appropriation ou du transfert de propriété. Et quand certains refusent, la force, les armes et les guerres les imposent. Mais ces actions regrettables ont un effet stabilisateur. De ce fait, l'injustice perdure. Il est nécessaire de comprendre qu'avec la paix, ce système injuste perdra en stabilité. L'injustice sera de plus en plus visible et de moins en moins acceptée... et ne pourra plus être imposée. Des crises monétaires et financières majeures sont à craindre. Elles impacteraient très défavorablement tout le monde. Une anticipation est souhaitable.

Une autre problématique majeure est la suppression de l'industrie de l'armement et une grande réduction du nombre de militaires qu'implique la paix. Que vont devenir ces personnes qui vivent des affaires de la guerre? Le fait est qu'il est beaucoup plus sage de les payer à ne rien faire que de les payer à nous détruire. Mais ces gens sont mieux rémunérés que la moyenne. Est-il normal que les autres travaillent pour eux, sans contrepartie, pour leur fournir un salaire élevé? Il faudrait leur donner une autre activité, mais laquelle? A quoi pourrait-on réaffecter ces personnes? A t-on un besoin de ressources de travailleurs important? Il y a déjà beaucoup de sans emploi. Nous ne sommes pas en pénurie de main d'oeuvre. Et est-ce que les personnes du business de la guerre accepteraient de gagner leur vie par l'accomplissement des tâches qui restent à faire, souvent pénibles et peu rémunérées?

D'autre part, le problème va s'amplifier du fait de l'automatisation généralisée qui se met en place grâce à l'avènement de technologies le permettant. On va avoir une pénurie de travail à faire et un excédent d'offre de main d'oeuvre. La loi du marché va entraîner une baisse dramatique des salaires. Une remise en cause de notre organisation pour nos échanges et du travail est à faire. Une des plus belles idées pour répondre à ce besoin est le revenu de base universel. Il consiste à donner à chacun un revenu inconditionnel de la naissance à la mort pour assurer ses besoins élémentaires. L'idée de liberté est très liée à ce revenu. Il est une compensation nécessaire à la propriété et à l'augmentation de la population. En petit nombre sur la Terre, l'homme se nourrit et vit par prélèvement de la Nature. Il

s'éloigne si les ressources sont déjà utilisées ou consommées. Mais maintenant, tout a été attribué et tout le monde n'a pas son espace où il peut assurer sa survie et son développement. Recevoir automatiquement et régulièrement une somme d'argent permettant de subvenir à ses besoins préserve cette liberté.

L'environnement sociétal recrée ainsi l'abondance de l'environnement naturel. De plus en plus de monde rejoignent l'idée de ce revenu inconditionnel. Les problématiques liées à la fin des activités de guerre, l'automatisation, le chômage de masse et la misère font que cette idée va garantir d'avoir un revenu, même si la personne est inactive. Cette idée va être souhaitée et vue comme une nécessité par presque tout le monde. Certaines tâches verront leur coût monter du fait qu'il n'y aura plus de miséreux forcés de les accomplir pour survivre. Seules les mentalités voyant du bon dans l'esclavage ne souhaiteront pas cette évolution. La problématique est surtout de savoir comment on finance ce revenu. Pour que cela perdure, il est nécessaire que la collecte d'argent nécessaire pour financer ce revenu soit juste. L'idée du revenu de base est fondée sur la justice et la liberté. Utiliser un moyen injuste pour le mettre en place corrompt l'idée de départ. Certains qui ne voudraient pas de l'instauration de ce revenu, ne le diront pas mais feront en sorte que son financement crée des oppositions qui entraîneraient le rejet par d'autres. Il convient ainsi de prêter la plus grande attention sur la manière de le financer. Celle-ci doit être juste. Ne pas dissocier les moyens et le but.

Un point très important et nécessaire à régler est le problème de création monétaire. Dans toutes les économies occidentales et certainement dans beaucoup d'autres, l'argent mis en circulation pour échanger n'est pas suffisant pour tenir tous les engagements. Si ce problème n'est pas réglé, il manquera toujours de l'argent quelque part. Le revenu universel ne peut pas solutionner ce trou parce que c'est un problème monétaire. Il attribuerait à d'autres ou étendrait le rôle de travailleur esclave, ce qui ferait beaucoup de mécontents. En effet, si la principale partie des revenus générés par un travail est préemptée pour attribuer un revenu à des inactifs, alors les premiers seraient les esclaves des inactifs. Les usuriers pourraient réussir à faire croire que le problème de manque d'argent vient du financement du revenu de base. Il est en effet tellement simple de dire que ce revenu nécessite trop de monnaie pour être financé et perdurer. Et ainsi, les détracteurs de ce revenu réussiraient insidieusement à rebuter la majorité et enterrer cette idée émancipatrice. Les usuriers, les marchands d'armes et autres profiteurs de notre système actuel ne vont pas abandonner facilement leurs positions de domination sur la majorité un peu naïve.

On en revient au premier problème, qui est la monnaie. Une solution possible est de créer ponctuellement et de distribuer à tous l'argent manquant et pour ne pas avoir à refaire cette création monétaire, il faudrait instaurer un taux d'intérêt nul, car l'intérêt n'est pas créé mais du. Les détails de ces affirmations se trouvent au chapitre sur le prêt à intérêt. Ayez bien conscience que cette solution simple mettrait tout de même par terre notre système actuel basé sur l'existence de taux d'intérêt non nuls et fluctuants.

Une autre possibilité est de redonner le pouvoir monétaire aux États qui s'assureraient de la bonne quantité de monnaie en circulation. C'est simple à faire, car déjà connu et expérimenté, et ça peut marcher si c'est correctement surveillé. L'Histoire nous apprend tout de même qu'il est très facile de corrompre cette solution, surtout en démocratie. Il est très facile de suggérer quelques aménagements à des règles strictes, dont peu de monde comprend les effets à long terme, mais qui donne à court terme une manne substantielle. La tentation est trop grande. L'orthodoxie dans les faits ne dure qu'un temps et les intérêts avides, comme la banque privée, la haute finance, les lobbies, finissent toujours par arriver à leurs fins et prendre le contrôle du système. C'est ce qui est arrivé par le passé avec la création de la banque d'Angleterre, la création de la Réserve Fédérale, la loi du 3 Janvier 1973, la création de la BCE, ... Hélas, vous ne pouvez pas dire qu'il faut éduquer pour que cela ne se reproduise pas, car toutes les religions ont averti et éduqué sur la gravité de l'usure. Mais aujourd'hui, tout le monde trouve le prêt à intérêt normal, même pour l'Etat. Faire un réajustement pour compenser les défauts du système actuel ne doit être vu que comme un palliatif, pas une solution. Il est ainsi stratégique de résoudre d'abord le problème monétaire avant d'instaurer un revenu de base universel. Un revenu universel représente des montants très importants, il a besoin de s'appuyer sur des bases saines pour s'établir dans l'acceptation et la durée. Il faut donc une monnaie saine.

Il faut aussi que le système à mettre en place soit simple ou au moins clair. Par exemple, si on donne un revenu, mais on le taxe, on introduit de la complexité et de l'obfuscation. Dans la même logique, il faudrait éviter de taxer les produits de premières nécessités. Donner d'une main et reprendre de l'autre est une tromperie. On ne sait pas ce qui a été vraiment donné. Il est nécessaire de savoir précisément ce que l'on finance et de le faire de manière adaptée, c'est-à-dire juste.

Maintenant, voyons les pistes pour récupérer de l'argent. En France, on subit une pression fiscale très élevée. Une des plus élevées, voire la plus élevée du monde. Pourtant, on est en déficit chronique très important. Par exemple, ces 10 dernières années, le déficit budgétaire est de 20% à 50%. C'est-à-dire que malgré tout l'argent qui est prélevé, cela ne suffit pas du tout, il faut encore emprunter massivement. Pour un euro taxé, il a fallu parfois emprunter jusqu'à un euro supplémentaire. Il faudrait donc augmenter tous les impôts de 40% à 100% selon les années pour être à l'équilibre. Et avec cette augmentation, on n'a pas encore commencé à rembourser la dette pharaonique que nous avons accumulée depuis la loi du 3 Janvier 1973. Augmenter encore l'impôt ne fait qu'étouffer l'activité et donc réduire les recettes fiscales. Le système est déjà très mal en point, il est virtuellement en faillite. Comment donc envisager de financer le revenu universel?

La hausse des recettes par taxation est impossible en France. Voyons donc les dépenses pour trouver celles qui pourraient être réaffectées au revenu de base universel. La suppression des budgets militaires et des intérêts de la dette est de l'ordre de 25% du budget. Soit, dans le meilleur des cas, 20% servent au rééquilibrage budgétaire et 5% du budget reste à distribuer pour le revenu universel de base. Cependant, on n'est pas du tout dans le bon ordre de grandeur. Il faudrait

plutôt quelque chose de l'ordre de tout le budget de l'État français. Certaines aides indépendante du budget de l'État pourraient être réaffectées au revenu de base, comme les prestations sociales, une partie des retraites et de l'assurance chômage. On pourrait peut-être atteindre un chiffre de 33% du financement nécessaire. A titre informatif, les calculs ont été fait à partir des données budgétaires de la décennie avant 2019. Pour avoir les chiffres en milliards d'euros (€), il convient de prendre les pourcentage et de les multiplier par 3.

Pour le gain suivant, il faut faire un bilan de gestion de ces 45 dernières années de l'État français. C'est tout simplement catastrophique. D'un État sain en 1973, l'État a abandonné sa souveraineté monétaire, a fonctionné en déficit excessif permanent, construit une dette de plus de 2000 milliards d'euros, vendu plus de 700 tonnes d'or, vendu toutes les entreprises publiques stratégiques, assommé le pays sous les impôts, abandonné les médias à des magnas, abandonné la protection des enfants, a supprimé la liberté d'expression, menti pour déclencher des guerres injustifiables. Et la population n'est pas vraiment consciente de tout cela. La cause en est pourtant simple. L'État est aussi responsable de l'instruction du peuple. Il n'instruit pas le peuple à comprendre ce qui se passe. Et il y consacre un budget gigantesque. 100 Milliards d'euros, regroupant l'éducation, la recherche et l'enseignement supérieur. Et, beaucoup d'élèves suivent les enseignements de l'éducation nationale à contre-coeur. Malgré tout cet investissement, l'État a réussi à passer une loi "fake news" (ie fausse nouvelle), pour donner les critères de ce qui est vrai et ce qui n'est pas vrai. Visiblement, ces dirigeants politiques n'ont pas compris ce qui est enseigné au programme de philosophie, le fondement de Socrate: "savoir qu'on ne sait pas est la base de tout savoir". Mais eux, ils ne savent même plus nous expliquer alors ils légifèrent pour définir le vrai, c'est tellement plus simple. Il est ainsi d'une nécessité cruciale de ne plus confier la responsabilité de l'instruction à une seule structure pyramidale contrôlée par l'État. Le budget de l'éducation pourrait être confié directement aux parents pour leurs enfants. La seule obligation serait de consacrer une part importante de cette somme à l'éducation. Le revenu de base pour un enfant servirait de bourse d'étude. Les choix d'éducation que feraient les parents ne seraient que rarement pire que ce qu'impose le gouvernement actuellement. L'école serait vraiment libre. Par ce transfert budgétaire, on arrive ainsi à doubler le financement du revenu de base universel. On arrive ainsi à 66% de financement.

Ensuite, il faut avoir à l'esprit que de supprimer la misère par ce revenu de base et organiser la possibilité de rembourser les dettes va entraîner une révolution dans notre fonctionnement. Les vols et agressions vont obligatoirement diminuer, puisque si les gens ont besoin d'argent, il n'auront qu'à attendre le mois suivant pour que ça tombe. Les dépenses de sécurité et de justice vont aussi diminuer. Beaucoup de fonctionnaires, ayant choisis ce statut pour la sécurité de l'emploi, ne verront plus l'intérêt du statut car ils auront un revenu garanti. Ils choisiront des activités rémunératrices qui leur plaisent voire occasionnelles dans le lieu de leur choix, pas celui de l'affectation. Beaucoup seront soulagés de voir leurs tâches fastidieuses ou sans intérêt disparaître soit par automatisations, soit parce que l'on a plus besoin

d'inventer des stratagèmes pour maintenir ce système défaillant et contraignant, autrement dit bureaucratique. Les dépenses de l'État vont être pratiquement réduites à néant. Son rôle sera plutôt de mettre en oeuvre des règles justes sur les sujets régaliens, comme le pouvoir monétaire, la protection des plus faibles, et de surveiller qu'elles sont respectées et éventuellement d'organiser des consultations pour les modifier. Il y a ainsi d'énormes économie à faire.

L'activité pourrait se réduire sans générer de crise. On n'aurait peut-être besoin que d'un revenu modeste. Cette baisse d'activité de l'État et éventuellement de tous, permettra de financer complètement le revenu de base.

Un autre point à régler est la justesse du prélèvement de l'impôts. On part du principe que le revenu de base universel donne à tout le monde ce qu'il faut pour ses besoins de bases pour une vie épanouissante. Le revenu est donné sans être réduit par des taxes et les produits de première nécessité ne sont pas taxés. Lorsque les gens veulent plus, ils travaillent pour acquérir un revenu supplémentaire. Tout ce qu'ils reçoivent est du bonus. En France, il existe un impôt sur le revenu progressif. C'est-à-dire que pour celui qui a un salaire faible, on applique un taux nul. Et ce taux augmente progressivement avec la quantité de salaire. 10%, puis 30%, puis 40%, puis 43% et il a même été de 75% il y a quelques temps pour les salaires les plus élevés. Certains justifient cela par le principe de redistribution. Mais la vraie cause de ce prélèvement dit progressif est que le système est injuste. Les travailleurs pauvres travaillent pour payer des loyers et des factures de biens de première nécessité. Leur faire payer quelque chose de plus les mettraient en faillite personnelle. Ils travaillent et tout ce qu'ils gagnent leur est repris. Cela revient au même qu'un travailleur logé, nourri et non payé. Ce qui s'appelle un esclave. En fait, pour que les travailleurs ne se sentent pas des esclaves, en France, on donne une prime aux travailleurs à faibles salaires, une sorte d'impôts négatif. La loi du marché les asservit et les impôts compensent pour acheter leur acceptation. Donc, on a un système gravement déficitaire qui, au lieu de se remettre en cause, augmente encore ses déficits pour que ceux qui sont exploités puissent continuer à l'être. Un autre effet de cette prime, c'est que ceux qui ont un peu plus que le salaire minimum ont un revenu assez proche de ceux qui ont le salaire minimum. Et cela par une intervention de l'État. Beaucoup de salaires faibles et un État dirigiste en faillite. Le capitalisme ressemble décidément beaucoup au communisme. Proudhon avait tenté de nous prévenir de cela au XIX siècle... A l'autre bout de l'échelle, celui qui gagne bien sa vie, on peut lui prendre son argent sans le mettre en faillite. Plus il gagne d'argent, moins la part de ses dépenses de premières nécessités est importante. On peut donc augmenter outrageusement son taux de prélèvement. Je passe sur le fait que les très riches ont des moyens de fuir cet impôt. Mais le fait est que certains de ces contribuables ont pris des risques importants, sont talentueux, travailleurs, réalisent des choses difficiles ou brillamment. Si on avait un taux uniforme de prélèvement, ils paieraient déjà beaucoup plus que les autres, 20% de 100k€ fait 20k€, pour un salaire d'un million d'euro, un même taux de 20% fait 200k€, soit 10 fois plus. Pourtant sa charge pour la société est a priori la même. On n'a pas besoin de progressivité pour faire payer plus à celui qui gagne plus. Dans le cas de l'impôt

progressif, plus le contribuable a un salaire élevé, plus la part qu'on lui prend est importante et plus il se sent lésé, volé. Il faut que tous les contribuables soient solidaires face à l'impôt et rejettent cette perfidie de l'impôt progressif. Pour ceux qui ne comprennent pas, c'est une transgression de la règle d'or. Ne fais à autrui, ce que tu ne veux pas que l'on te fasse. Une injustice ne peut pas être compensée par une injustice. Le petit salaire doit souhaiter que le gros paie la même part de son gâteau. Ainsi au lieu de régler le problème de la misère et du travail contraint, ce qui est une injustice, le système fiscal créé une autre injustice sur ceux qui prospèrent.

Cela crée des tensions au sein du peuple. Certains travaillent pour juste survivre et d'autres ont le fruit de leur travail confisqué. Mais l'un voit quelqu'un qui ne veut pas donner son argent qu'il a en excès et l'autre voit des gens qui ne travaillent pas autant ou qui sont moins performants et qui veulent le voler. On entend régulièrement la phrase, "l'argent il y en a, il suffit d'aller le chercher là où il est". Non, notre système est conçu de telle sorte qu'il n'y a pas assez d'argent, et c'est le cœur du problème. Allez le prendre ou le voler à ceux qui en ont ne peut pas rembourser toutes les dettes et donc résoudre le problème. D'autre part, cette phrase reflète précisément la manière dont les voleurs raisonnent. Aimerez-vous que l'on vienne vous prendre votre monnaie chez vous? Non, c'est une infraction de la règle d'or et de la loi humaine. L'enjeu est de comprendre que les deux (l'exploité et le confisqué) veulent que quelqu'un résolve leur problème sans tenir compte du problème de l'autre. Pourtant leur problème est le même, ils travaillent sous la contrainte. L'un doit travailler, l'autre doit payer pour le profit d'autres. Et ils espèrent que le système qui les asservit en organisant un manque d'argent va résoudre leur problème. Il est plus rusé de la part du système de mettre en place un impôt qui les montent les uns contre les autres plutôt que de s'attaquer aux causes du problème, le système lui-même. Ainsi, un impôt à taux unique serait plus juste que l'impôt progressif. Il faut même aussi envisager qu'il soit dégressif. En effet le coût pour la société d'une personne est du même ordre de grandeur pour tout le monde. Par exemple, le coût d'une radiologie pour la société est le même quelque soit le revenu du patient. Mais avec un impôt à taux identique, le riche paie une somme plus élevée. Pourtant, on pourrait aussi fonctionner comme pour une assurance automobile, qui ne tient pas compte des revenus. Donc, avec un système à taux fixe, les riches contribuent plus en valeur. Il ne faut pas oublier que sous un certain regard, ils donnent plus. Il est ainsi possible d'envisager de reconnaître ce fait par une contrepartie, qui est de diminuer un peu le taux d'impôt, pour que, au moins symboliquement, il y ait une reconnaissance de leur plus forte contribution. Je sais que ce n'est pas ce qui est véhiculé comme idée en France, mais vous pouvez y réfléchir pour comprendre pourquoi il y a autant de monde qui essaie de fuir cet impôt, soit par des niches fiscales ou de l'optimisation fiscale ou de l'évasion fiscale ou même la création de lois obscures à la plupart qui évitent complètement de faire payer certains. Avoir un système juste est indispensable et toutes les parties doivent être écoutées. Cela permet de se rendre compte quand le système est injuste et de soulever d'autres questions sur d'autres injustices. C'est ce que nous allons faire encore dans la suite du chapitre.

Pour en revenir au revenu de base, il permet de supprimer l'impôt progressif. En effet, tout travail effectué rapporte un gain qui ne sert pas à combler des besoins vitaux. Ce qui est nécessaire est obtenu par le revenu de base. Il est donc possible que tout le monde donne une part du gain supplémentaire. Plus rien ne justifie de ne surtaxer que certains.

Un autre point est à considérer: le système actuel a un coût exorbitant et est en faillite. Mais le revenu de base, est aussi un coût très important. Il a une chance de voir le jour dans un pays qui ne s'épuise pas à faire ou préparer la guerre, ainsi que de payer des intérêts pour des dettes qui sont imposées. Mais il faut avoir conscience de son réel coût dans une économie similaire à ce que l'on a actuellement.

Je résume : le système actuel est en perdition et ne tient que par la domination sur le peuple et sur des pays étrangers. La substitution de ce système de domination pourrait permettre de retrouver un équilibre si on remplace les coûts de l'extorsion (armée, intérêt de la dette, éducation, bureaucratie) par un revenu universel. Mais ce n'est pas encore gagné, car ce système, même si on arrivait à le rendre juste, a tout de même un coût significatif. Et dans nos modes de fonctionnement actuels, il devra faire face au libre échange. Car une des causes de la faillite du système actuel est la doctrine du libre échange. En effet, le système a certains aspects positifs, d'autres négatifs qui ont un coût très élevé. Et le libre échange a fait que de nombreuses industries n'ont pas été compétitives face à la concurrence étrangère qui n'avait pas les mêmes coûts. Ceci n'est pas beaucoup évoqué, mais nous avons en France un déficit commercial annuel de 70 milliards d'euros. Je ne sais pas ce qu'inclut ce déficit exactement. Il est possible que la somme qui quitte définitivement la France chaque année soit encore plus importante si on inclut les flux monétaires et financiers. Ce qui est important pour qu'un nouveau système perdure, c'est que les échanges avec les autres pays soient équilibrés. Si on ne fait rien, cela se terminera par l'ensemble des richesses du pays qui passe sous contrôle étranger. Historiquement, c'est la monnaie qui équilibre ces échanges. L'argent qui sort correspond à l'argent qui rentre, mais dans des devises différentes. S'il en sort 100 d'un côté et qu'il en rentre 50 de l'autre monnaie, le rapport des monnaies est de 2. La monnaie extérieure est 2 fois plus forte. Ainsi, la monnaie intérieure ne permet pas d'acheter autant; et ce qui est produit avec cette monnaie est moins cher, donc devient plus compétitif, ce qui va rééquilibrer les échanges. Mais comme nous avons une monnaie commune avec toute l'Europe, on ne peut pas appliquer le facteur 2 entre les monnaies. L'équilibre se fait au niveau de l'Europe avec le reste du monde. Ainsi, certains pays de l'Europe ont un solde très positif et beaucoup d'autres ont un solde négatif. Beaucoup de monnaie rentrent dans certains pays et beaucoup d'autres, dont la France, en perdent et doivent s'endetter encore plus pour conserver un temps leur niveau de vie. Est-ce que la France peut demander à l'Allemagne de nous rétrocéder ses bénéfices commerciaux? Doit-on se soumettre à leurs règles pour avoir le même succès commercial? Est-ce que leurs règles autoriseraient un revenu universel? Est-ce que l'Union Européenne peut aussi abandonner le concept de monnaie commune ou de

libre échange? Aujourd'hui la réponse à toutes ces questions est non. Il faut trouver d'autres solutions pour restaurer les équilibres et instaurer le revenu de base. Pour rappel, je demande si l'UE doit "aussi" abandonner sa monnaie commune et sa doctrine du libre échange, parce que pour avoir un système monétaire juste, il faudra déjà qu'elle abandonne son concept de banque centrale indépendante qui gère ses taux d'usure à sa guise. Cela nécessiterait une réforme constitutionnelle de l'Union Européenne. L'unanimité de tous les pays est nécessaire. Peut-elle réussir? Mais la mise en place de la paix, suivie de la mise en place du revenu de base impliquera cette réforme. L'Union Européenne sera devant le plus grand défi de son histoire: choisir entre ses dogmes (usure, libre échange, monnaie unique) ou la paix et la protection sociale. Je crois qu'un consensus sur ces questions est impossible à obtenir. Mais ces possibilités existent.

Une alternative pourrait être envisagée. Cette alternative est que les coûts de fonctionnement du régime politique dans son ensemble soient supportés par la consommation. C'est-à-dire que toutes les dépenses, en particulier sociales, soient supportées par la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Ainsi la compétition avec les autres pays ne se ferait que sur les coûts de productions, pas sur les aspects sociaux. Car aujourd'hui, si un pays n'organise aucune protection sociale pour ses ressortissants, il a un coût de production faible et peut prospérer sur les zones de libre échange dans lesquelles les coûts de production locaux incluent aussi les coûts sociaux. Comme en France où plus de la moitié des coûts salariaux sont des coûts sociaux. Cela permettrait de redonner une compétitivité très importante aux pays respectueux de leurs citoyens. Mais attention, ça a l'air attrayant en théorie, car si on regarde concrètement ce que cela donne en chiffres, cela fait réfléchir. Pour la France, si on reporte toutes les charges salariales et l'impôt sur le revenu, cela représente une taxation gigantesque. De l'ordre de 130% du coût de production. En effet, pour garder l'équilibre actuel, on fait l'approximation de considérer que tout l'argent dont disposent les ménages l'est au travers de leur salaire. Celui-ci est aujourd'hui taxé à plus de 50%. Soit pour 2€ gagné par un salarié, 1 € va en charges sociales. Donc, au lieu de taxer l'argent à l'entrée dans les ménages, on le taxe à la sortie, lorsqu'ils dépensent ou consomment. Donc, si on supprime les charges en entrée, le flux d'argent en entrée est deux fois plus gros. A la sortie, il faut que le prix de consommation double. Soit 100%. Il convient à cela d'ajouter la TVA actuelle de 20% et un équivalent de l'impôt sur le revenu de 10 points de TVA. Donnons un exemple. Considérons un produit fabriqué à base de matériaux bon marché, ayant essentiellement un coût de revient lié à la transformation par la main d'oeuvre. Son coût est de 200€. Aujourd'hui, on paie 240€ car il faut rajouter une TVA de 20%. On prélève aussi au travailleur l'équivalent de l'impôt sur le revenu de 24€, car on considère que tout ce qu'il gagne, il le dépense. Donc pour chaque dépense, on applique un impôt moyen de 10%, engendrant ainsi des recettes correspondant à l'impôt sur le revenu actuel. Soit un coût total pour le produit de 264€. Pour un produit fabriqué dans un pays sans garanties sociales, le coût serait aussi essentiellement lié à la main d'oeuvre et serait donc de 100€ car il n'inclut pas les 100€ de charges sociales. le prix pour le consommateur est de 120€ et on lui

prélève 12€ pour les 10% d'équivalent d'impôt sur le revenu. Ce qui fait un coût de 132€. Je suis conscient que je fais des approximations car je pars de l'hypothèse que la personne paie un impôt sur le revenu de 10% que je répartie sur tous ses achats, je néglige le coût de l'énergie et des matières premières, et je considère que le salaire net d'un travail est le même dans deux pays différents. Mais le but est de mettre en évidence une situation concrète et faire ainsi comprendre que le libre échange dans notre système est très défavorable aux dépenses solidaires qui sont financés sur le travail productif. Ainsi, un produit fabriqué par un travailleur français qui reçoit 100€ de salaire utilisable devra payer 264€ s'il veut acheter ce produit. Il devra donc produire plusieurs produits pour s'en acheter un qui intègre toutes les charges et taxes. S'il achète le même produit fabriqué dans un pays sans dépenses solidaires, il paiera 132€. Il n'y a pas photo pour départager qui va être choisi et qui va continuer à trouver du travail. Le marché basé sur le libre échange tel qu'il est régulé aujourd'hui favorise drastiquement le produit étranger anti social. Le seul moyen de survivre sans vraie réforme est de baisser les salaires, diminuer le financement des prestations sociales. En somme, un retour vers la misère. Voilà comment le libre échange, dans notre cadre fiscal, rend nos acquis sociaux destructeurs pour nos industries et nos régimes sociaux. Une possibilité pour contourner le problème est de faire tout passer en TVA (taxe sur la consommation) à 130%, alors le produit français coûte 260€ et le produit étranger coûte aussi 260€. La compétition n'est plus faussée, l'industrie peut se (re)développer et l'hémorragie de monnaie vers l'étranger peut s'arrêter. Et donc, quand le revenu de base sera mis en place, il faudra bien prendre garde au piège du libre échange, sinon le pays va continuer à s'appauvrir et ne pourra pas financer son revenu universel. Ainsi une loi économique très importante à comprendre est la suivante:

Le libre échange ne peut être mis au dessus de l'équilibre des échanges.

Mais, est-ce que de mettre tous les impôts sur la TVA est la solution? Je ne peux pas l'affirmer. D'abord, il est possible que l'Union Européenne limite à 25% la TVA. Je crois que c'est le maximum autorisé aujourd'hui. Pourquoi cette limitation? Quelque soit la réponse, cette limitation de 25% est contradictoire avec le principe de libre échange qui prétend que tout le monde doit être sur un pied d'égalité. En effet la TVA élevée permet de basculer tous les impôts et les charges de manière égalitaire entre les produits, quel que soit leur origine.

D'autre part, avoir une TVA de 130% n'est pas anodin. C'est énorme. Mais c'est le coût réel du système avec le revenu de base. Le coût réel du système actuel correspond pour sa part à un taux de TVA de 140%, Car au moins 10 points supplémentaires sont nécessaires pour compenser le déficit structurel actuel.

Il est à noter, qu'on pourrait avoir un fonctionnement équivalent en gardant le système actuel avec une TVA à 20% pour les produits français ou locaux pour tout pays de l'Union Européenne, mais de 130% pour les produits importés de pays sans coût de solidarité. Ceci étant simplement un jeu d'écriture comptable pour mettre les produits à égalité. Pourtant les doctrines de libre échange européennes interdisent cette TVA sociale, sous prétexte d'égalité. Dans les faits c'est le contraire. Cela vous

montre que l'on a affaire à des dogmes qui nous dictent le bon droit dans nos actions. C'est l'inquisition des temps modernes. Et ces théories économiques religieuses nous mènent à l'esclavage et la misère. On nous a promis la prospérité et la misère s'installe de plus en plus. C'est une inversion des valeurs.

Mais est-ce que les gens vont accepter un tel niveau de TVA et de payer 2,3 fois plus cher que son coût de production? Le seuil psychologique est très élevé. Mais on ne se ment plus. Les gens vont alors peut-être se contenter de moins. De moins travailler, car le revenu de base nous offre tout ce que l'on a besoin. Les campagnes vont retrouver de l'attractivité. La consommation, les dépenses de transport, d'énergie, la pollution vont baisser. Voilà les pistes principales qu'il faut étudier pour avoir un système sain et juste d'une taille voisine de celui que l'on a aujourd'hui.

Ainsi, nous avons évoqué un nombre important d'injustice pour chacune desquelles au moins une solution a été identifiée. Mais, pour chacune de ces solutions, la problématique est difficile à comprendre, nécessite des réformes importantes et parfois complexes. Qui pourra les appréhender dans son ensemble? Pourront-elles être acceptées par tous ou au moins la majorité? Le système en est arrivé à un tel état d'immoralité, d'incohérences et de complexité qu'il est plus sage de chercher des solutions simples et saines en ruptures avec ce système actuel, permettant d'abandonner ce "machin".

Maintenant, je vais donc élargir le champ des possibilités de solutions, en réfléchissant d'abord sur nos besoins et sur les écueils à éviter pour définir une bonne manière d'échanger et de fonctionner.

Il est sain de revenir à l'essentiel. La monnaie est un moyen d'échange. Le système moderne qui prévaut actuellement favorise la thésaurisation. C'est-à-dire qu'il incite à conserver son argent. Le système va même jusqu'à le rémunérer. C'est un problème fondamental. Si deux parties veulent échanger, il ne faut pas que le moyen soit un obstacle à l'échange. Historiquement, on a adossé la référence monétaire à la rareté de l'or, qui a eu pour conséquence de vouloir thésauriser. Mais maintenant, on n'échange plus avec l'or et on peut créer de l'argent monétaire sur simple demande. Il faudrait donc avoir aujourd'hui une incitation inverse. La monnaie, le moyen d'échanger, doit inciter à l'échange. Il doit être facile d'échanger. Donc, on pourrait envisager la monnaie comme un droit à échanger et ce droit ne serait pas illimité dans le temps. Dans tous les bons d'achats ou bons de réductions que donnent les commerçants, il y a une date de fin de validité. Il faut étendre ce principe à la monnaie. Techniquement, ce n'est pas très différent d'aujourd'hui, car la monnaie est créée par la banque dans le cadre d'un crédit par un acteur économique. Un échéancier est associé à ce crédit. A chaque remboursement la part du remboursement du capital est détruite. Donc on sait ainsi à quelle date le montant de monnaie émise va être détruit. Un problème du système actuel, c'est que quelqu'un d'autre peut retenir en sa propriété cette monnaie et la garder indéfiniment, empêchant quelqu'un de rembourser. Il serait plus juste que toute monnaie créée ait une date de fin de validité. Par exemple, il y aurait marqué une date de fin de validité sur un billet de banque. Automatiquement, les acteurs

économiques sont ainsi plus désireux de satisfaire des besoins par des échanges que de garder de l'argent qui va disparaître.

Voyons maintenant la problématique autour de l'impôt. Payer 132% d'impôts sur nos revenus, nos dépenses ou une combinaison des 2 n'est pas anodin. Certains réussissent à se convaincre que c'est une bonne chose que de payer ses impôts. Pas moi. Je perçois l'aspect nécessaire mais pas plus. L'impôt est en France une forte contrainte. Si vous ne le faites pas volontairement, on viendra vous prendre vos biens et plus encore pour vous dissuader de votre non coopération. Je préfère donner. Mais je pense que, dans notre système actuel, il est impossible de procéder par dons dans l'acceptation générale. Oui, d'abord parce qu'il y a une partie des dépenses qui ne sont pas nécessaires et dont certains contribuables ne verraient pas l'intérêt d'y contribuer. Il y en a même que personne ne voudrait financer, comme les intérêts de la dette de l'Etat. Il faudrait que les citoyens puissent choisir les postes de dépenses auxquels ils souhaitent souscrire car ils en comprennent l'utilité ou la nécessité. Il est plus facile pour les usuriers de convaincre qu'il faut imposer des prélèvements de manière générale et systématique que de trouver une justification à la soumission à l'usure de l'Etat. De plus, même dans un système juste basé sur le revenu de base, il faudrait tout de même 132% de taxation, ce qui est tellement énorme qu'un nombre significatif de personnes ne trouverait pas la motivation de donner suffisamment volontairement. Cela alourdirait d'autant plus la charge pour les autres qui contribuent à hauteur de ce dont il y a besoin. Ainsi ce système de contribution autoritaire n'est pas populaire et nécessite une bureaucratie elle-même contraignante, coûteuse, ennuyeuse et impopulaire.

Dans le cadre d'une volonté de faciliter les échanges, il est opportun de comprendre l'impact de l'impôt sur les échanges. Ainsi prenons le cas concret d'un plombier gourmand qui veut une pâtisserie. Il y a un pâtissier qui fait des merveilles en une heure de travail. On suppose que les 2 artisans travaillent pour 10€ de l'heure. Compte tenu des impôts et taxes et en négligeant les coûts mineurs, le pâtissier facture son travail 23,2€. Comme le plombier souhaite ce gâteau, il va devoir se procurer cette somme d'argent. Pour cela, il doit trouver des clients qui ont des fuites à réparer. Il y passera à peu près 1h par intervention. Ces clients le paieront donc 23,2€ par intervention dont il pourra finalement recevoir 10€ après avoir acquitté ses impôts. Donc il devra faire 2,32 interventions pour payer la pâtisserie. Pour travailler avec des chiffres entiers, on va dire que le plombier va acheter 3 gâteaux. Ainsi, il devra faire 7 interventions pour payer 3 gâteaux qui nécessitent 3h de préparation du pâtissier. Ce qui va faire pour le plombier un chiffre d'affaire de 162,4€. Ainsi pour payer le pâtissier 30€, il aura fallu vendre des prestations de plomberie pour 162,4€. De cet exemple, on peut conclure que lorsque 2 personnes veulent échanger, il faut être 5,4 fois meilleur pour qu'il y ait un intérêt à échanger. Autrement dit, vous allez travailler pendant 5h et 24 minutes pour que quelqu'un vous aide 1h. La première heure sert à payer votre aidant, il vous faut travailler pendant 1h20 pour payer les taxes de l'aidant et encore 3h04min pour payer les vôtres qui s'appliquent sur la prestation que vous achetez à votre aidant. Ce contexte fiscal n'est pas un contexte très propice aux échanges.

Il convient donc de réfléchir sur la cause de l'impôt, pour comprendre pourquoi cette chose si pénible et qui fait obstacle à nos échanges existe, et, si on peut concevoir une possibilité de s'en passer.

Historiquement, la monnaie était basée sur des métaux rares, dont les ressources étaient limitées et dont la quantité en circulation variait peu. Il s'agissait donc de récupérer une partie de la monnaie en circulation pour financer les besoins de la collectivité ou de l'État. Avec l'avènement de la monnaie scripturale, définie par une écriture, il s'est avéré la possibilité de créer de la monnaie dans la quantité définie par celui qui avait le pouvoir de création et de destruction monétaire. On peut ainsi créer de la monnaie autant qu'il est nécessaire pour supporter l'augmentation des échanges, de la croissance économique. Mais si la quantité de monnaie augmente plus vite que l'augmentation des échanges, on a le phénomène d'inflation. Les prix augmentent du fait de l'excès d'argent disponible pour un nombre d'échanges moindre. Il y a plus d'argent disponible pour chaque échange. Il convient de contenir l'augmentation de la masse monétaire sinon, la stabilité disparaît et il devient difficile de définir et prévoir un prix, ce qui freine significativement les échanges. Donc lorsque trop d'argent a été introduit, il faut le retirer. Pour cela l'impôt est une possibilité. L'argent récolté est détruit ou réaffecté aux nouvelles dépenses, ce qui évite de créer de l'argent. Comme les États ont tendance à dépenser beaucoup plus que ce qu'ils ont la capacité de prélever sous forme d'impôts, les usuriers ont habilement soumis l'idée qu'ils fallait leur confier la gestion de cette masse monétaire. Toute argent créé doit alors passer par une dette qui devra être remboursée à l'usurier, moyennant un intérêt qui lui, n'est pas créé mais doit être prioritairement payé. Ainsi l'État est contraint de payer en levant suffisamment d'impôts et en ne dépensant pas trop. Mais cela introduit une dépense supplémentaire, à savoir les intérêts, alors que le problème est déjà que l'on arrive pas à prélever suffisamment d'impôts. Payer les intérêts de la dette est un artifice dont la finalité est d'enrichir les usuriers au détriment des contribuables. Supprimer cette dépense n'a pas d'effet négatif sur la collectivité. On a vu que cela n'empêche pas l'inflation et que cela peut provoquer des pénuries monétaires quand les banquiers trouvent cela trop risqué de prêter. L'impôt n'a pas vocation à financer cet artifice. Donc le rôle de l'impôt est de payer les dépenses de l'État et de contenir la masse monétaire.

Ainsi, l'intérêt de contenir la masse monétaire va tout à fait dans le sens d'une monnaie avec une date de validité. L'État pourrait émettre de cette monnaie pour assurer ses dépenses sans lever d'impôts puisqu'au bout d'un certain temps, la monnaie ne serait plus valable. Elle disparaîtrait toute seule. D'autres part, cette monnaie fait disparaître les impôts et les inconvénients qui vont avec. Il n'y aurait plus besoin de payer des impôts pour chaque activité productrice ou consommatrice, ni plus besoin de formalités administratives pénibles et coûteuses. Les échanges sont facilités. On remarque ainsi que une solution théorique idéale va dans une direction totalement opposée à l'usure. La solution idéale déprécie la monnaie jusqu'à la nullifier et l'autre augmente sa valeur à l'infini.

Maintenant, il nous faut regarder quelques cas concrets. Commençons par le cas de quelqu'un qui a gagné beaucoup d'argent. Cela signifie qu'il a amassé beaucoup de droits à échanger. Il peut alors les dépenser pour son plus grand intérêt. C'est lui qui en profite ou décide qui en profite. Mais s'il ne veut pas en profiter, les droits d'échanges qu'il a accumulés sont bloqués. Personne ne peut en profiter. Mais la date de validité mettra fin à ce déséquilibre. Et d'autre monnaie sera créée pour compenser celle qui n'est plus valable. Donc, soit il en profite, soit l'argent finira par disparaître. Mais il y a une autre possibilité. Celle de prêter l'argent qu'il a en excès. Il n'en a pas besoin pour le moment mais il peut en faire profiter les autres qui lui rendront la pareille en temps voulu. Ainsi, celui qui possède beaucoup d'argent a intérêt à le prêter pour le conserver. Il n'y a pas nécessité à demander des intérêts supplémentaires. Il prête des droits à échanger valable une certaine durée. Il les récupérera plus tard à l'identique en terme de valeur et de durée. Dans un esprit de justice, il faudrait même que les frais éventuels du prêt soit à la charge du créancier et non du débiteur. En effet, le possédant a un grand intérêt à prêter et il est plus juste de faire payer celui qui a plutôt que celui qui n'a pas. Un partage des frais peut être envisagé. Ainsi la monnaie circule. Et même si le riche d'un jour finit par épuiser son pactole, il ne sera jamais dans le besoin car il aura toujours un revenu de base, ses héritiers aussi. Avec le revenu de base, il n'est plus nécessaire d'accumuler pour assurer ses vieux jours et donner un avenir à ses enfants.

Regardons maintenant comment serait financé le revenu de base universel avec cette monnaie qui a une durée de validité. Et bien, ce serait le poumon du système : l'argent est créé en permanence pour alimenter le revenu de base. C'est le socle de la masse monétaire. L'argent qui, à terme, ne sera plus valide est réintroduit en permanence par le revenu de base. C'est ce qui fait la base des droits d'échanges et donc des échanges. Si on estime qu'il y a une activité en croissance, comme par exemple de nouveaux loisirs ou plus activités pour prendre soin de l'environnement, on peut décider d'augmenter le revenu de base. Si le système fonctionne bien, on peut en effet décider que ce n'est pas seulement un revenu de base, mais ce pourrait aussi être un revenu intégrant un certain niveau de confort. Les entreprises vendent des produits et services pour récupérer ces droits d'échanges et s'enrichir. Elles font travailler des individus qui l'acceptent librement. Il ne le font pas parce qu'ils y sont obligés pour survivre, mais parce qu'ils y trouvent une motivation positive. Les tâches pénibles seront ainsi revalorisées. Certaines entreprises auront plus intérêt à trouver des solutions de remplacement par des machines du fait de l'élévation du coût de la pénibilité.

Concernant les dépenses de l'État, un intérêt majeur de la monnaie à durée de validité limitée, c'est de pouvoir aussi financer les dépenses sans prélever d'impôts. L'État crée la monnaie pour financer les dépenses. Il faudra faire attention à surveiller la quantité de dépenses, car plus il y en a et plus cela affaiblit la valeur du revenu de base. Il faudra aussi reconsidérer la nécessité de passer par l'État pour une dépense d'intérêt général. Car il y a la possibilité d'augmenter le revenu universel pour financer les besoins publics selon le choix des particuliers. C'est une sorte de vote financier. Cela peut même être fait sous forme de référendum. Par

exemple, supposons que le pays ait besoin d'une dépense exceptionnelle d'infrastructure. Par exemple un pont. Un budget est acté, que l'on va majorer d'un pourcentage à définir. Ce pourrait être 30% par exemple. On obtient ainsi une enveloppe budgétaire. Il peut être décidé d'allouer cette somme et de la répartir sur chaque citoyen. Il est ensuite demandé au citoyen s'il souhaite donner cet argent pour le projet. Si certains jugent le projet non pertinent, ils gardent l'argent pour leurs dépenses personnelles. Si suffisamment de citoyens jugent le projet important, le budget nécessaire pourra être rassemblé et se faire. Si trop peu de personnes jugent le projet intéressant, celui-ci n'aura pas le budget pour se faire et on peut en conclure que l'argent créé pour le référendum n'avait pas lieu d'être et donc ne pas créer cet argent. Le citoyen conscient prend la juste décision s'il comprend que trop d'argent supplémentaire provoque de l'inflation, soit une perte de référence. Et la conséquence est une diminution de la valeur de l'argent que chaque citoyen a à disposition. Il sait aussi qu'il n'est pas raisonnable de confier ce pouvoir ou cette responsabilité à des tiers, comme des banquiers ou des politiciens sans les contrôler de près.

Enfin, dans le cadre du contrôle des dépenses, une piste importante d'économie est la gestion de la santé. Les dépenses de santé sont de l'ordre de 250 à 300 Milliards d'euros en France. Un moyen simple de réduire cette dépense est de libéraliser légèrement le système de contrôle du système de santé. Il faudrait qu'il puisse y avoir plusieurs fédérations de médecins et de médecines. A mon avis le pays serait moins malade, mieux soigné et on pourrait peut-être diminuer de moitié les dépenses de santé. Cela vous étonne peut-être, mais considérez les principes limitatifs de la science exposés dans un précédent chapitre. Considérez aussi le principe d'égarement numéro 1: susciter une émotion pour faire passer un message. Avec votre santé c'est tellement facile de jouer avec vos émotions de peur. Ces décideurs en santé sont tellement sûrs d'eux et nous font tellement peur qu'ils peuvent se permettre d'imposer des traitements médicamenteux forcés et interdire tout traitement alternatif sur les maladies graves. Pourtant, un registre dénonçant des pratiques douteuses ou dangereuses des praticiens serait suffisant pour informer les patients. Il n'est pas nécessaire d'interdire de pratique ou de mettre en prison ceux qui cherchent ou découvrent des alternatives à certains traitements barbares et hors de prix. Actuellement, en France, il suffit de corrompre un petit nombre de personnes pour contrôler la politique de santé de tous et de décider comment toute la population doit être soignée. Et comme les traitements sont confiés à des entreprises de droits privé, dont le but est de faire de l'argent, il est illusoire de croire que la tentative de corruption du petit nombre de personnes décisionnaires sur notre santé n'a pas été entreprise.

Vous remarquerez aussi la similitude en France dans le contrôle de la santé et de la monnaie. Un organisme "indépendant" unique sous l'influence d'un groupe d'intérêts qui dicte les règles. Et une opinion publique éclairée par des figures d'autorité soigneusement construites par le groupe d'intérêts. Les autres ne peuvent pas exprimer leur compréhension ou sont diabolisés.

Voyons maintenant concrètement sur un exemple ce que serait une monnaie à durée de validité limitée. Je préviens le lecteur que c'est un peu technique, et qu'il risque de s'y perdre. Ce paragraphe est donné pour ceux qui souhaitent approfondir et se rendre compte par eux même que cela peut fonctionner. Nous nommerons donc cette monnaie Droit d'Echange Limité dans la Durée (DELD, abrégé avec D). Pour commencer, on peut partir sur une durée de validité maximum de 10 ans. Dans le cadre du revenu universel, on souhaite que la personne reçoive 1000 DELDs (1000 D) chaque mois. Un an plus tard, cette somme ne vaut plus que 900 D, au bout de 2 ans 800 D. Et ainsi de suite jusqu'à 100 D au bout de 9 ans et rien au bout de 10 ans. Ainsi on a 100 D qui ont une validité de 10 ans, 100 D qui ont une validité de 9 ans, 100 D qui ont une durée de validité de 8 ans, et ainsi de suite jusqu'à 100 D qui ont une durée de validité de 1 an. Un an après la création de ces 1000 D, on n'a plus les 100 D valables 10 ans. Il reste des tranches de 100 D valables de 1 à 9 ans. Donc les tranches de 100 D n'ont pas la même valeur. Il faut associer la durée restante dans la valeur. Donc la valeur d'un DELD se mesure dans la durée, comme une énergie est la mesure d'une puissance dans la durée. Ainsi, les 100 D valables initialement 9 ans valent 900 DELD*Années ou DELD.Années (DA), les 100 D de 8 ans valent 800 DA, et ainsi de suite jusqu'à 100 DA des 100 D valables 1 an. Ainsi Les 1000 D répartis en tranche de 100 D par durée de validités ont eu valeur de 5500 DA. Au bout d'un an, leur valeur est de 1000 DA de moins, soit 4500 DA. Pour que les étiquettes de prix soient uniques et non définies par un montant en DELD associé à une durée, il faut exprimer les prix en DA. La référence étant le DA, on peut convertir des DELDs de différentes durées de validité. Ainsi quand on possède 1000 D d'une validité de 1 an, on peut par exemple les changer contre 100 D d'une durée de validité de 10 ans, ou 200 D d'une durée de validité de 5 ans. On pourrait alors décider de prendre pour le revenu universelle une répartition uniforme de validité dans le temps en DA. De sorte que la disparition de valeur dans le temps soit chaque année de 550 DA. Ces DA rapportés en DELD avec une date limite pour chacune des 10 prochaines années, donnerait une répartition de 55 D valables 10 ans, 61,11 D valables 9 ans, 68,75 D valables 8 ans, 78,57 D valables 7 ans, 91,67 D valables 6 ans, 110 D valables 5 ans, 137,5 D valables 4 ans, 183,33 D valables 3 ans, 275 D valables 2 ans et 550 D valables 1 an. Ce qui fait que 1611 DELD auraient été donnés répartis uniformément en DA, pour une même valeur que les 1000 DELDs répartis uniformément en DELD. Le plus simple serait de raisonner en DA, qui est équivalent à un DELD valable pendant 1 an. Comment mettre cela en place? Cela peut se faire avec du papier monnaie, où est inscrit un montant et une date d'expiration. Attention, les calculs sont un peu plus compliqués, mais les personnes ayant des doutes pourraient fonctionner avec des billets de validité de 1 an, ce qui correspondrait au montant en DA. Des banques pourraient fournir ces services d'échanges de billets. Mais lorsqu'on utilise des moyens électroniques de paiement, comme une carte de crédit, les conversions se font automatiquement.

Enfin, il faut voir l'opportunité que la technologie peut amener pour cette monnaie à durée limitée. En effet l'interconnexion des ordinateurs et leurs accès à

tout moment par beaucoup de personnes font qu'il est maintenant possible de définir des algorithmes dans lesquels on rentre les caractéristiques de la monnaie. Ces algorithmes étant ouverts, c'est-à-dire que tout le monde peut les auditer et les exécuter. L'information et la vérification des données monétaires est répartie sur le nombre de machines que l'on souhaite. Les informations des comptes de chacun se trouvent sur plusieurs machines sous le contrôle de personnes dont le propriétaire du compte aura jugé indépendante ou compétente et honnête. Pour introduire une erreur, il faut l'introduire sur toutes les machines en même temps, sinon elle est identifiée dès la première synchronisation. Ces technologies sont appelées des cryptomonnaies et elles existent déjà. Il serait opportun d'en définir une compatible avec le revenu universel et la limitation dans le temps de la monnaie créée. Il ne me semble pas très difficile de faire cette réalisation, compte tenu de l'état de l'art dans le domaine. Le gain est potentiellement, un système d'échange entièrement automatisé qui ne génère aucun surcoût par son fonctionnement et dont le contrôle est communautaire. Ce qui veut un peu dire que l'on n'a plus besoin de banques en tant qu'agent économique ayant un rôle à part entière. Le métier de banquier est donc à repenser, il y aura probablement moins de profits, moins de monde, mais leur reconversion vers d'autres activités peut se faire sereinement grâce au revenu de base, au même titre que les industries de la guerre.

Les perspectives sont très attrayantes, mais l'essentiel n'est pas la crypto-monnaie, ce sont les règles qui définissent comment nous régissons nos échanges. Ces règles doivent se baser sur un socle de valeurs communes et donc justes. La crypto-monnaie ne fait que mettre en oeuvre ces règles. Et on ne manque pas de spécialistes enthousiastes qui pourraient la mettre en oeuvre. La problématique est surtout de fédérer suffisamment de monde pour se regrouper autour de valeurs communes fondées sur la justice. La première valeur à laquelle le plus grand nombre de personnes aspirent est la paix ou la fin de l'insécurité physique, financière et économique à l'échelle de l'individu et du pays. Il est nécessaire de se fédérer autour de cette valeur. Toute autre sera moins fédératrice et plus difficile à réaliser.